

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 25 avril 2014

COMMÉMORATION DE L'ESCLAVAGE : FRONT NATIONAL, LA DÉRIVE ANTIRÉPUBLICAINE !

Après les déclarations racistes de l'extrême-droite française contre la Garde des Sceaux qui avaient suscité une vague d'indignation et entraîné la marche antiraciste du 30 novembre 2013, voilà que le Front national récidive. Franck Briffaut, nouveau maire (FN) de Villers-Cotterêts, a déclaré le 17 avril à *L'Express*, qu'il n'organisera pas de commémorations de l'abolition de l'esclavage, rompant ainsi avec une démarche initiée dans sa ville depuis 2006. Pour M. Briffaut, ces commémorations servent à culpabiliser la France à des fins de récupérations politiques, et n'ont aucune sincérité. Il estime que la France n'a pas à se sentir coupable car, dit-il, « nous n'avons rien inventé » et l'esclavage existe encore en Afrique.

Rappelons à cet élu du Front National quelques faits :

Depuis la marche silencieuse du 23 mai 1998, les originaires d'Outre-mer honorent la mémoire de leurs aïeux esclaves tous les 23 mai. Il s'agit d'une démarche essentielle pour la construction citoyenne des descendants d'esclaves. En s'y engageant, ils renouent avec leurs aïeux, rompent avec l'errance identitaire et abandonnent leurs ressentiments au profit de la réconciliation. C'est pourquoi le gouvernement a inscrit le 23 mai au calendrier républicain. Par ailleurs, depuis la loi Taubira qui reconnaît la traite négrière et l'esclavage colonial comme un crime contre l'humanité, la République commémore l'abolition de l'esclavage le 10 mai. Elle honore ici l'avènement de la Deuxième République qui, à la différence de la monarchie, a immédiatement aboli l'esclavage qu'elle considérait comme un crime de « lèse humanité ». Il existe donc aujourd'hui deux dates honorant la mémoire de l'esclavage : l'une célèbre la République et l'autre la démarche citoyenne des descendants d'esclaves. Ne pas célébrer ces deux dates est une atteinte aux idéaux républicains : liberté, égalité et fraternité.

Les propos de M. Briffaut sont dangereux. Car derrière les accusations de « culpabilisation de la République » se cache l'extrême-droitisation dans laquelle le FN veut entraîner notre société. Aujourd'hui l'on s'attaque aux commémorations de l'esclavage, demain à celles de la Shoah. Après-demain, ceux qui en sont les acteurs seront traités d'étrangers et d'anti-Français.

- Nous dénonçons ces propos antirépublicains qui portent en eux le germe de la division.
- Nous demandons au Président de la République que ce soit enfin un décret et non une simple circulaire qui soit le cadre légal des commémorations de l'esclavage
- Nous prions le gouvernement de rappeler le maire de Villers-Cotterêts à l'ordre afin qu'il organise les commémorations des 10 et 23 mai.
- Nous demandons aux élus de la République d'organiser dans leurs villes les célébrations des 10 et 23 mai en renforçant leur caractère populaire et fraternel.
- Nous appelons les humanistes, les démocrates, les républicains à participer massivement à ces commémorations.

Restons vigilants !

Comité Marche du 23 mai 1998 (CM98), Conseil Représentatif des Français d'Outre-Mer (CREFOM), Ligue des Droits de l'Homme, MRAP, SOS Racisme

Contact presse

CM98 : 06 35 37 13 60